

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Un projet de loi qui abrogeait la loi du 4 mars 1870, relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation, avait été déposé par le Gouvernement à la séance de la Chambre des Représentants, le 31 janvier dernier.

Admis à l'unanimité par la Commission chargée de l'examiner et qui en amenda l'article 2, il est devenu caduc par suite de la dissolution du 13 mai 1912.

C'est le projet modifié selon les vues de la Commission que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à nouveau à vos délibérations. Il y a toutefois rétabli la partie finale de l'article 2 du projet primitif, qui n'avait été omise que par inadvertance dans le texte voté par la Commission.

Le Gouvernement exprime l'espoir que la Chambre voudra bien donner sans retard son assentiment à ce projet. Il se trouve entièrement justifié par les considérations développées dans l'Exposé des motifs et dans le rapport relatifs au projet devenu caduc. Ces documents sont reproduits en annexes.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux peines prononcées du

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toegedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op de straffen, uitgesproken

chef d'infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi; la durée de ces peines, subies sous le régime de la séparation, sera réduite des dix douzièmes pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 11 novembre 1912.

wegens misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet; de duur van deze onder het stelsel van afzondering ondergane straffen wordt met tien twaalfden verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^e lid van artikel 4 dezer wet. »

Gegeven te Brussel, den 11^{en} November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

ANNEXE I

SÉANCE DU 31 JANVIER 1912.

**Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction
des peines subies sous le régime de la séparation.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 4 mars 1870 décide que les peines subies en cellule seront l'objet d'une réduction progressive d'après leur durée.

C'est là une disposition de circonstance. En effet, au moment où la loi du 4 mars 1870 décidait que les peines seraient subies sous le régime de la séparation, son exécution intégrale était pratiquement impossible; une partie des prisons seulement étaient construites ou appropriées d'après le système cellulaire. Il était donc logique d'établir une différence entre les peines qui seraient subies sous le régime de la séparation et celles qui le seraient sous le régime ancien.

Aujourd'hui la transformation des prisons d'après le système cellulaire est virtuellement terminée; dès lors la disposition de circonstance qui se justifiait pendant la période transitoire doit logiquement disparaître.

L'expérience a d'ailleurs eu raison du préjugé qui faisait considérer le régime de la séparation comme beaucoup plus sévère que celui de l'emprisonnement en commun. Les détenus sont certes les mieux à même d'en juger. Or, lorsque, après dix années d'emprisonnement cellulaire, ils ont le droit d'opter entre les deux régimes, 74 % choisissent le régime cellulaire. (Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, 1900, vol. III, p. 400.)

La réduction des peines subies sous le régime de la séparation est moins justifiée que jamais depuis l'institution de la condamnation et de la libération conditionnelles. Celles-ci, appliquées avec discernement, procurent des exemptions et des modérations de peine aux délinquants qui les méritent;

tandis que la loi du 4 mars 1870 diminue toutes les peines d'une manière automatique et aveugle.

Elle énerve la répression dans des proportions qui, de nos jours, apparaissent comme un danger pour la sécurité publique; car plus le fait est grave et plus son auteur est dangereux pour la société, — plus grande aussi est la mesure dans laquelle il bénéficie de l'indulgence. Celle-ci peut aller jusqu'à diminuer de plus de moitié la durée de la peine.

La réduction, qui s'applique aujourd'hui à la généralité des peines prononcées, fausse l'application des lois pénales; car elle force le juge à prononcer des peines différentes de celles qui sont exécutées. Ces contradictions entre les décisions judiciaires et la réalité des faits sont de nature à froisser l'opinion publique. Tantôt elles font critiquer l'œuvre de la justice comme trop sévère, par ceux qui ignorent la durée effective de la peine; tantôt elles provoquent un sentiment de malaise et d'insécurité, lorsque l'auteur d'un attentat contre les personnes ou les propriétés reparait devant la victime, ses parents et les témoins qui ont déposé contre lui, longtemps avant le terme de la peine qui avait été prononcée.

Quelque justifié que soit le projet soumis à vos délibérations, le Gouvernement estime, Messieurs, qu'il ne doit pas avoir d'effet rétroactif. Les individus condamnés définitivement avant la mise en vigueur de la loi bénéficieront des réductions de peines accordées par la loi du 4 mars 1870.

Le projet va même plus loin. En faveur des condamnés qui continueront à bénéficier du régime ancien, le projet comble une lacune de la loi de 1870, en établissant une réduction pour les peines temporaires qui dépassent la vingtième année.

La Chambre est déjà saisie de trois propositions de loi destinées à faire disparaître cette lacune et présentées respectivement par MM. De Lantsheere, De Ponthière et Vandervelde, le 8 novembre 1904.

L'abrogation de la loi du 4 mars 1870 entraîne comme conséquence celle de l'article 2 de la loi du 31 mai 1888, qui règle l'effet de la réduction des peines en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Tel est l'objet de l'article 2 du projet.

L'article premier, §§ 1 et 2, reproduit les dispositions de la loi du 4 mars 1870 qui doivent rester en vigueur. Le § 3 donne une consécration légale à une pratique humanitaire dont l'administration pénitentiaire ne s'est jamais départie.

L'article 3 rectifie une erreur matérielle dans l'article 7 de la loi sur la libération conditionnelle. Le § 2 de l'article 4, auquel cette disposition renvoie, est devenu le § 3 depuis la loi du 3 août 1899.

En proposant l'abrogation de la loi du 4 mars 1870, le Gouvernement ne prétend pas résoudre définitivement le problème de la répression de la

récidive. Ce problème fait l'objet d'un projet déposé par l'honorable M. Van den Heuvel, Ministre de la Justice, le 8 mai 1906, et d'une contre-proposition de l'honorable M. Devigne, en date du 18 décembre 1906, qui autorise les tribunaux à mettre les récidivistes endurcis à la disposition du Gouvernement pour un temps indéterminé. Il appartient à la Chambre de se prononcer sur ces solutions intéressantes, mais complexes, dont elle est saisie. Toutes réserves faites à ce sujet, il importe en tout cas de ne pas prolonger le maintien d'une législation de circonstance que plus rien ne justifie aujourd'hui. Dans l'intérêt de notre régime répressif et de son efficacité, il convient de sortir de l'équivoque pour rentrer dans la logique.

C'est pourquoi le Gouvernement exprime l'espoir que la Chambre voudra bien donner sans retard son assentiment à ce sujet.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toe gedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1912.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^{de} lid van artikel 4 dezer wet. »

Gegeven te Brussel, den 30^e Januari 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

(6)

ANNEXE II

SÉANCE DU 13 MARS 1912.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. **STANDAERT**.

MESSIEURS,

La loi du 4 mars 1870 décide que la peine d'emprisonnement, subie en cellule, sera réduite suivant une proportion qui, pratiquement, amène les résultats suivants :

Pour une peine de 5 ans, durée effective, 3 ans, 5 mois ;	
Pour une peine de 10 ans, id. 6 ans, 3 mois ;	
Pour une peine de 15 ans, id. 8 ans, 5 mois ;	
Pour une peine de 20 ans, id. 9 ans, 9 mois.	

Faut-il admettre que cette loi fut principalement, comme le dit l'Exposé des motifs, une loi de circonstance ?

Ce n'est pas notre avis. Les travaux préparatoires nous montrent que le souci du législateur de 1870 fut, non seulement la nécessité de parer à la pénurie des installations cellulaires au sein des prisons, mais encore d'adoucir, par un système de réductions automatiques, la rigueur d'un régime pénal nouveau.

(1) Projet de loi, n° 78.

(2) La Commission était composée de MM. NERINCX, *président*, DU BUS DE WARNAFFE, RENS, STANDAERT, VAN CLEENPUTTE, VERSTEVLEN, VISART DE BOCARME.

« L'emprisonnement cellulaire est une peine très grave », disait M. Bara, Ministre de la Justice. « Dix années de cellule équivalent à vingt années d'emprisonnement », ajoutait-il au Sénat (séance du 28 février 1867).

Ces idées, courantes il y a quarante ans, ne sont plus celles d'aujourd'hui; en 1870, la transition brusque entre le système cellulaire et l'étrange régime d'autrefois devait paraître inquiétante.

« En 1830 — disait, dans sa mercuriale de 1877, M. le procureur général Verdussen — il n'y avait dans les prisons ni classification des condamnés, ni enseignement religieux ou moral; le débit des boissons était autorisé et provoquait un scandale permanent; des condamnés privilégiés pouvaient se soustraire au travail; les âges et les sexes étaient confondus dans le même édifice. »

Lorsque les premières cellules furent créées dans les prisons belges, on y enferma — chose singulière — les deux catégories les plus opposées de condamnés, les pires et les meilleurs; d'une part, ceux qui se distinguaient par leurs violences et leurs vices; d'autre part, les détenus particulièrement intéressants à raison de leurs antécédents favorables, de leur bonne conduite ou de leur âge.

Ceux qui agirent ainsi eurent comme l'intuition de la quintessence du régime cellulaire.

En effet, après cinquante années d'expérimentation, au cours desquelles il a fallu rabattre des illusions du début, on peut affirmer que les résultats vraiment appréciables du régime cellulaire sont : d'isoler les mauvais et d'amender les bons.

Pour les criminels invétérés, qui, autrefois, allaient en prison comme à l'hospice, dans le but de se reposer et aussi de recruter parmi leurs co-détenus les associés à leurs futurs exploits, la cellule a du moins le résultat négatif d'arrêter la contagion du mal et d'exercer ce qu'on a dénommé l'antiseptie morale.

Pour les criminels repentants, susceptibles d'amendement, le silence et l'isolement exercent, en même temps que leur action répressive, toute leur vertu réformatrice.

Le législateur de 1870, partageant les illusions des criminalistes de l'époque, était convaincu que la peine instaurée par le régime nouveau, « la torture de l'isolement », allait aboutir, d'une part, à un abaissement notable de la criminalité, d'autre part, à des conséquences graves pour l'état physique et moral des détenus; on présageait même une modalité nouvelle d'aliénation mentale : la folie pénitentiaire.

L'événement n'a justifié ni ces espérances ni ces craintes.

La criminalité n'a pas diminué à la suite de l'introduction du système cellulaire. Et si, à l'heure actuelle, la criminalité générale en Belgique tend plutôt à baisser, on ne saurait nier que la récidive monte toujours et constitue le véritable problème de la répression. La récidive est la pierre de touche de la valeur d'un système répressif.

Quant aux dangers physiques du régime cellulaire, les faits répondent de façon péremptoire. Parmi les détenus en cellule, les suicides sont rares et, de même, les cas d'aliénation mentale; M. De Rode, médecin aliéniste des prisons, constate pour la période de 1891 à 1898, une moyenne de collocation de 0.83 % pour la prison cellulaire de Louvain et de 3.50 pour les quartiers communs de Gand. Enfin, ce qui prouve que le législateur de 1870 a fait erreur en considérant la peine cellulaire comme une redoutable aggravation de la répression, c'est le fait que les condamnés à perpétuité n'ont guère voulu bénéficier de la faculté que leur donne la loi d'opter — après dix ans — pour le régime commun. En dix années, 64 condamnés à perpétuité, détenus à Louvain, ont été invités à opter; il en est 9 seulement qui ont sollicité leur transport à Gand et presque tous ont demandé à retourner en cellule à Louvain.

Le projet de loi arrive à son heure; étant donné le problème inquiétant de la récidive, il s'impose; il trouve d'ailleurs un correctif précieux dans la libération conditionnelle. C'est pourquoi, en se ralliant aux judicieuses considérations émises dans l'Exposé des motifs, la Commission spéciale, à l'unanimité de ses membres, propose l'adoption du projet de loi.

La Commission spéciale, en présence du texte de l'article 2 du projet, a examiné la question de la rétroactivité; il y est dit que les réductions de peines prévues par la loi de 1870 restent applicables « aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi ».

La Commission estime qu'il y a lieu de substituer au texte du projet un texte nouveau conçu comme suit :

« Ces dispositions restent applicables aux infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi. »

Le texte du Gouvernement aboutirait à une aggravation de peine pour les condamnés appelants d'un jugement de première instance, pour tous ceux qui se trouvent dans les délais d'appel ou d'opposition. Dans les tribunaux où un arriéré existe, les condamnés seraient victimes de la nouvelle loi par le seul fait que l'encombrement des rôles n'a pas permis de les juger plus tôt.

La seule solution équitable, et d'ailleurs conforme aux principes, est de réserver l'aggravation de peine *aux faits* postérieurs à la mise en vigueur de la loi nouvelle; cela justifie les modifications proposées par la Commission à l'article 2.

Le texte ainsi amendé a été voté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
EUG. STANDAERT.

Le Président,
E. NERINCX.

Projet de loi.

Wetsvoorstel.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toegedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 worden ingetrokken.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5° lid van artikel 4 dezer wet. »

Amendement proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent applicables aux infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Amendement door de Commissie voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 1 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven van toepassing op de misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1912.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan, werd door de Regeering nedergelegd ter vergadering van 31 Januari II. van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Door de Commissie, met zijn onderzoek belast, werd het onder wijziging van artikel 2, met algemeene stemmen aangenomen; het verviel echter ten gevolge van de Kamersonthouding van 13 Mei 1912.

Dit ontwerp, overeenkomstig de inzichten van de verslaggevers gewijzigd, heeft de Regeering de eer U opnieuw ter overweging aan te bieden. Echter heeft zij het slot van artikel 2 van het oorspronkelijk ontwerp weder hersteld, dat slechts bij vergissing in den door de Commissie aangenomen tekst werd weggelaten.

De Regeering drukt de hoop uit dat de Kamer onverwijld hare goedkeuring aan dat ontwerp zal willen hechten. Het is volkomen gewettigd door de beschouwingen van de Memorie van Toelichting en van het verslag, die op het vervallen ontwerp betrekking hebben. Deze stukken zijn als bijlage gedrukt.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux peines prononcées du

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toegedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op de straffen, uitgesproken

chef d'infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi; la durée de ces peines, subies sous le régime de la séparation, sera réduite des dix douzièmes pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 11 novembre 1912.

wegens misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet; de duur van deze onder het stelsel van afzondering ondergane straffen wordt met tien twaalfden verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5° lid van artikel 4 dezer wet. »

Gegeven te Brussel, den 11^e November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

BIJLAGE I

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1912.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 4 Maart 1870 beschikt dat op de in eenzame opsluiting ondergane straffen eene stijgende vermindering zal worden toegepast, in verhouding tot haren duur.

Dit is eene bepaling, door de omstandigheden ingegeven. Inderdaad, toen bij de wet van 4 Maart 1870 werd gelast dat de straffen onder het stelsel der afzondering zouden worden ondergaan, was het in de praktijk onmogelijk deze wet ten volle uit te voeren; alleen een gedeelte der gevangenen waren gebouwd of herbouwd volgens het cellulair stelsel. Redematig moest dus een verschil worden gemaakt tusschen de in eenzame opsluiting en de onder het vroegere stelsel ondergane straffen.

Thans is de herbouwing der gevangenen volgens het stelsel der afzondering feitelijk voltrokken; dienvolgens moet de gelegenheidsbepaling, die gedurende den tusschentijd gewettigd was, logischerwijze worden ingetrokken.

De ervaring heeft overigens de ongegrondheid bewezen van het vooroordeel, als zou het stelsel der afzondering veel scherper zijn dan dat der gevangenzitting in gemeenschap. Het best van al zijn nog de gevangenen in staat daarover te oordeelen. Welnu, wanneer zij, na tien jaren celgevangenisstraf, het recht hebben tusschen de twee stelsels te kiezen, geven 74 t. h. de voorkeur aan het afzonderingsstelsel. (Internationaal penitentiair Congres te Brussel, deel III, blz. 400.)

Minder nog dan anders is de vermindering der in eenzame opsluiting ondergane straffen gewettigd, sedert de mogelijkheid bestaat voor voo^rwaardelijke veroordeeling en invrijheidstelling. Door het wel overwo^gen toepassen van deze, wordt aan de misdadigers, die er in aanmerking kunnen voor komen, onthelling en verzachting van straf verleend, terwijl de wet van 4 Maart 1870 al de straffen werktuigelijk en op blinde wijze verkort.

Zij ontzenuwt de beteugeling in eene mate, die thans gevaarlijk voor de openbare veiligheid moet worden geacht; want hoe zwaarder het feit is, en hoe gevaarlijker de dader is voor de maatschappij, — hoe ruimer ook de mate, waarin hem de toegevendheid ten goede komt. Deze kan er toe leiden, dat de duur der straf tot meer dan de helft teruggebracht worde.

Door de vermindering, thans door al de opgelegde straffen ondergaan, is de toepassing der strafwetten vervalscht, want de rechters zijn er doorgedwongen, straffen op te leggen die met de uitgevoerde niet gelijk zijn. Deze tegenspraak tusschen de rechterlijke vonnissen en de feitelijke werkelijkheid is van aard om de openbare meening te kwetsen. Nu laat zij toe, dat de uitspraak van den rechter, als zijnde te streng, gelaakt worde door hen die onwetend zijn van den wezenlijken duur der straf; elders brengt zij een gevoel van ongemak en onveiligheid te weeg, wanneer de dader van een strafbaar feit, tegen de personen of de eigendommen gepleegd, lang vóór den tijd die voor zijne straf was gesteld opnieuw onder de oogen komt van het slachtoffer, van dezès bloedverwanten en van de getuigen, die tegen hem werden gehoord.

Hoe gewettigd het ontwerp ook weze dat u ter overweging wordt aangeboden, toch is de Regeering van oordeel, mijne heeren, dat het geen terugwerkende kracht kan hebben. Zij die vóór de invoering der wet definitief zijn veroordeeld, zullen het voordeel genieten der verminderingen, bij de wet van 4 Maart 1870 toegestaan.

Zelfs gaat het ontwerp verder, en voorziet het in eene leemte der wet van 1870, door ten behoeve van de veroordeelden, die het voordeel van 't vroegere stelsel zullen blijven genieten, eene vermindering te bepalen der tijdelijke straffen boven het twintigste jaar.

Met het doel om deze laatste leemte aan te vullen, zijn bij de Kamer reeds drie wetsvoorstellen aanhangig gemaakt, onderscheidenlijk door de heeren De Lantsheere, De Ponthière en Vandervelde, den 8^o November 1904.

De intrekking der wet van 4 Maart 1870 brengt mede dat artikel 2 der wet van 31 Mei 1888, tot regeling van de strafvermindering bij voorwaardelijke invrijheidstelling, ook ingetrokken moet worden.

Dit beoogt het artikel 2 van het ontwerp.

In het eerste artikel, §§ 1 en 2, zijn de bepalingen der wet van 4 Maart 1870 opgenomen die van kracht moeten blijven. Bij § 3 is wetsbekrachtiging verleend aan eene humane praktijk, waarvan het gevangeniswezen nooit is afgeweken.

Bij artikel 3 is eene fout hersteld, die in artikel 7 der wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling is begaan. Het 2^{de} lid van artikel 4, waarnaar deze bepaling verwijst, is sedert de wet van 3 Augustus 1899 het 5^{de} lid geworden.

Het ligt geenszins in de meening van de Regeering dat zij, door haar voorstel om de wet van 4 Maart 1870 in te trekken, voorgoed het vraagstuk der beteugeling van de herhaling opgelost heeft. Over dat vraagstuk handelen een ontwerp, den 8ⁿ Mei 1906 door den achtbaren heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, ingediend, en een tegenvoorstel van 18 December 1906, van den achtbaren heer Devigne, waarbij het aan de rechtbanken is toegelaten de verharde recidivisten gedurende een onbepaalden tijd ter beschikking van de Regeering te stellen. Het hoort aan de Kamer zich te verklaren over deze belangwekkende, doch ingewikkelde, oplossingen, die bij haar aanhangig zijn gemaakt. Onder alle voorbehoud te dezen opzichte, past het in elk geval niet langer in eene door tijdsomstandigheden ingegeven, thans door niets meer gerechtvaardigde wetgeving staande te houden. In het belang en met het oog op de doelmatigheid van ons strafstelsel is het geraden de dubbelzinnigheid van kant te laten om tot de logica terug te keeren.

Daarom drukt de Regeering de hoop uit dat de Kamer onverwijld hare goedkeuring aan het ontwerp zal willen hechten.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toe gedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1912.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^{de} lid van artikel 4 dezer wet. »

Gegeven te Brussel, den 30^e Januari 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

BIJLAGE II

VERGADERING VAN 13 MAART 1912.

Wetsontwerp tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen ondergaan onder het stelsel der afzondering ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **STANDAERT**.

MIJNE HEEREN,

De wet van 4 Maart 1870 beslist dat de straf, in eene cel ondergaan, wordt verminderd in eene verhouding welke, in de practijk tot de volgende uitkomsten leidt :

Voor eene straf van 5 jaar, werkelijken duur, 3 jaar, 5 maanden;	
Voor eene straf van 10 jaar, id. 6 jaar, 3 maanden;	
Voor eene straf van 15 jaar, id. 8 jaar, 5 maanden;	
Voor eene straf van 20 jaar, id. 9 jaar, 9 maanden.	

Moet men, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, aannemen dat deze wet hoofdzakelijk eene gelegenheidswet was?

Dat denken wij niet. Uit de voorafgaande werkzaamheden blijkt, dat de wetgever van 1870 er niet alleen over bezorgd was het gebrek aan celinrichtingen, in de gevangenhuizen, te hulp te komen, maar ook de gestrengheid van eene nieuwe strafregeling te verzachten door een stelsel van automatische strafvermindering.

(1) Wetsontwerp, n^o 75.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren DU BUS DE WARNAFFE, RENS, STANDAERT, VAN CLEEMPUTTE, VERSTEYLEN, VISART DE BOCARMÉ.

« Eenzame opsluiting is eene zeer strenge straf », zoo sprak de heer Bara, Minister van Justitie. Daaraan voegde hij toe, in den Senaat (vergadering van 28 Februari 1867) : « Tien jaar eenzame opsluiting staan gelijk met twintig jaar gevangenzitting ».

Deze meening, welke veertig jaar geleden ingang vond, geldt thans niet meer. De plotselinge verandering van den zonderlingen regel van vroeger in dien der eenzame opsluiting moest, in 1870, onrustwekkend schijnen.

Bij het openen van het rechterlijk jaar 1877, drukte de heer Verdussen, procureur-generaal, zich aldus uit : « In 1830, bestond in de gevangenen noch indeeling der veroordeelden, noch godsdienstig of moreel onderwijs; men mocht er drank verkoopen, wat voortdurend ergernis verwekte; bevoorrechte veroordeelden konden zich aan allen arbeid onttrekken; lieden van elken leeftijd en van beiderlei geslacht leefden onder één dak. »

Toen in de gevangenen van België de eerste cellen werden in gebruik gesteld, werden daarin — zonderling iets — de twee meest van elkander verschillende soorten veroordeelden opgesloten : de ergsten en de besten; eenerzijds, zij die zich kenmerkten door hevigheid en ondeugd; anderzijds, de gevangenen die, door hun vroeger goed levensgedrag, hun ouderdom, bijzonder belangstelling verdienden.

't Was alsof men reeds toen voorzag waartoe eenzame opsluiting noodzakelijk moest leiden.

Immers, na vijftig jaren ondervinding, gedurende welke men moest afzien van de droombeelden der eerste dagen, kan men bevestigen dat de waarlijk noemenswaardige uitslagen van het afzonderingstelsel zijn : de kwaden af te zonderen en de goeden tot betering te brengen.

Voor de verstokte misdadigers, — zij die eertijds naar de gevangenis gingen zooals naar het gasthuis, met het doel er uit te rusten en ook om er onder hunne medegevangenen de bondgenooten aan te werven voor hunne latere misdaden —, leidt de cel ten minste tot deze negatieve uitkomst : de aansteking van het kwaad tegen te houden en, zooals men het heette, eene moreele ontsmetting uit te oefenen.

Op de berouwhebbende misdadigers, vatbaar voor betering, oefenen stilte en eenzaamheid en hare beteugelende werking een verbeterende kracht uit.

De wetgever van 1870, de droombeelden der toenmalige criminalisten deelende, was er van overtuigd dat de straf, door het nieuw stelsel ingevoerd, — « de foltering der eenzaamheid » —, eensdeels aanzienlijke vermindering van de criminaliteit tot gevolg zou hebben, maar ook, anderdeels, erge gevolgen zou hebben voor den lichamelijken en zedelijken toestand der gevangenen; men voorzag zelfs een nieuwen vorm van krankzinnigheid : « celwaanzin ».

De feiten hebben noch die hoop noch die vrees gebillijkt.

Door het uitvoeren van het stelsel der eenzame opsluiting is de criminaliteit niet verminderd. En zoo, op dit oogenblik, de algemeene crimina-

liteit in België veeleer schijnt te verminderen, toch kan men niet ontkennen dat het herhaald misdrijf steeds hooger wordt en dat daarin het wezenlijk vraagstuk der beteugeling ligt. Herhaald misdrijf is de toetssteen van wat een beteugelend stelsel eigenlijk waard is.

Wat betreft de lichamelijke gevaren die met het cellulaire stelsel gepaard gaan, daarop antwoorden de feiten op afdoende wijze. Bij de celgevangenen wordt zelden zelfmoord aangetroffen; bij hen ook doen zich zelden gevallen van krankzinnigheid voor; de heer De Rode, geneesheer voor krankzinnigen in de gevangenissen, stelt vast dat, gedurende het tijdperk 1894-1898, er gemiddeld 0.83 t. h. gevallen van krankzinnigheid voorkwamen in de cellulaire gevangenis van Leuven en 3.50 in de gemeene kwartieren van de gevangenis te Gent. Eindelijk, en daaruit volgt dat de wetgever van 1870 zich heeft vergist wanneer hij de eenzame opsluiting beschouwde als eene geduchte verzwaring van de beteugeling, de veroordeelden tot levenslangen dwangarbeid hebben geenszins gebruik willen maken van het hun door de wet vergunde recht — na verloop van tien jaren — het stelsel der gemeene opsluiting te verkiezen. Aan 64 veroordeelden tot levenslangen dwangarbeid, te Leuven opgesloten, werd, in een tijdsverloop van tien jaren, de keuze gelaten en slechts 9 hunner vroegen om naar Gent te worden overgebracht en bijna allen drukten het verlangen uit, opnieuw naar Leuven te worden overgebracht en er eene cel te betrekken.

Het wetsontwerp komt te goeder ure, met het oog op het onrustwekkend problema van het herhaald misdrijf; het is er bepaald noodig, het vindt, overigens, voortreffelijke verzachting in de voorwaardelijke invrijheidstelling. Daarom ook, zich vereenigende met de gegronde beschouwingen voorkomende in de Memorie van Toelichting, vraagt de Bijzondere Commissie, met eenparigheid harer leden, dat gij het wetsontwerp zoudt goedkeuren.

Met het oog op den tekst van artikel 2 van het ontwerp, onderzocht de Bijzondere Commissie het punt der terugwerkende kracht. Het ontwerp zegt, dat de vermindering der straffen, voorzien bij de wet van 1870, van toepassing blijft « op hen wier veroordeeling in kracht van gewijsde is gegaan vóór het in werking treden van deze wet ».

De Commissie is van oordeel dat de tekst van het ontwerp behoort te worden vervangen door een nieuwen tekst, luidende :

« Deze bepalingen blijven van toepassing op de misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet. »

De tekst der Regeering zou tot gevolg hebben de straf te verzwaren voor de veroordeelden die hooger beroep aantekenden tegen een vonnis uitgesproken in eersten aanleg, voor al degenen die zich bevinden binnen den termijn; waarin beroep of verzet kan worden aangeteekend. Bij de rechtbanken waar er veel achterstallige zaken zijn, zouden de veroordeelden het slachtoffer zijn van de nieuwe wet, alleen omdat het al te groot getal hangende zaken niet heeft toegelaten hunne zaak eerder te behandelen.

De eenige billijke en, overigens, met de beginselen overeenkomende oplossing bestaat hierin : de verzwaring van straf van toepassing te maken *op de daden* gepleegd na het in werking treden van de nieuwe wet; dat wettigt de verbetering in artikel 2 door de Commissie voorgesteld.

De aldus gewijzigde tekst werd eenstemmig aangenomen.

De Verslaggever,

EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Projet de loi.

Wetsvoorstel.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toe gedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 worden ingetrokken.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^e lid van artikel 4 dezer wet. »

Amendement proposé par la Commission.

Amendement door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 1 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Ces dispositions restent applicables aux infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi.

Deze bepalingen blijven van toepassing op de misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet.

ART. 3.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)